

64. ANDERE EXPLOITATIELASTEN

- 640. Fiscale bedrijfslasten
- 64000. Onroerende voorheffing
- 64010. Belasting op het patrimonium van de VZW
- 64030 Verkeersbelasting
- 64040 kijk- en luistergeld
- 64050. Lokale belastingen (vuilnis, riolering, enz.)

65. FINANCIËLE LASTEN

- 650. Financiële lasten op schulden
- 6500. Lasten op langetermijnschulden
- 65001. Financiële lasten op huurschulden - financiering en gelijkgesteld
- 65002. Financiële lasten op langetermijnschulden
- 6501. Lasten op kortetermijnschulden
- 65010. Interesten voor leningen ingevolge vertragingen subsidies
- 65011. Financiële lasten op kortetermijnschulden

656. Diverse financiële lasten

- 65600. Bankkosten

669. Lasten op vorige boekjaren

- 669031. Inhalingen op vorige boekjaren
- 6691. Diensten en diverse goederen (onder te verdelen als de rekeningen 61)
- 6693. Afschrijvingen (onder te verdelen als de rekeningen 63)
- 6694. Andere bedrijfslasten (onder te verdelen als de rekeningen 64)
- 6695. Financiële lasten (onder te verdelen als de rekeningen 65)

Gezien om bijgevoegd te worden bij het besluit 2017/891 van 1 maart 2018.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Voorzitster van het College,
F. LAANAN

Collegelid bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap,
C. FREMAULT

Nota

(1): wanneer het gaat om dienstreiskosten met privévoertuig: op basis van de kilometervergoeding die jaarlijks door de federale overheid vastgesteld wordt in toepassing van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

—————

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2018/30670]

1^{er} MARS 2018. — Arrêté 2017/892 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services de loisirs inclusifs, mettant en œuvre la section 7 du chapitre 4 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, les articles 20, 21, 40, 72, 77 et 119;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du 26 octobre 2017;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation des personnes handicapées du 26 octobre 2017;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé, donné en séance du 8 novembre 2017;

Vu l'avis n° 62.668/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 janvier 2018 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 février 2018;

Vu l'accord de la Membre du Collège chargée du Budget, donné le 19 février 2018;

Considérant le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, les articles 44, 45, 85 et 94;

Sur la proposition de la Membre du Collège chargée de la Politique d'aide aux personnes handicapées,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales et définitions*

Article 1^{er}. L'arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le décret : le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée;

2° le SPFB : les services du Collège de la Commission communautaire française (Service public francophone bruxellois);

3° le Membre du Collège : le Membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Politique d'aide aux personnes handicapées;

4° le bénéficiaire : la personne handicapée ou la personne valide pour laquelle l'une des missions précisées aux articles 3 et 4 du présent arrêté s'exerce;

5° le service : le service de loisirs inclusifs défini aux articles 44 et 45 du décret;

6° l'asbl : l'association sans but lucratif définie à l'article 2, 13° du décret, qui organise un service de loisirs inclusifs;

7° l'arrêté NM : l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion professionnelle;

8° le plan tandem : le dispositif d'aménagement de la fin de carrière professionnelle mis en place par la Convention collective de travail du 23 avril 2009 au sein de la sous-commission paritaire 319.02.

CHAPITRE 2. — *Missions*

Art. 3. La mission d'accompagnement de la personne handicapée dans la recherche d'activités de loisirs inclusives visée à l'article 45, 1° du décret est mise en œuvre par le service au travers des actions suivantes :

1° l'aide dans les démarches qui lui permettent de prendre part à une activité de loisirs qui est organisée en dehors du service et qui ne s'adresse pas de manière spécifique à des personnes handicapées;

2° l'information sur l'offre de loisirs inclusifs existante et adaptée à la situation de la personne handicapée;

3° l'accompagnement qui vise à ce que la personne augmente son autonomie en vue de prendre elle-même en charge l'organisation de ses loisirs.

Ces actions se développent de manière généralement individuelle, en tenant compte du projet de vie de la personne handicapée et de ses capacités.

Art. 4. La mission d'organisation de loisirs inclusifs visée à l'article 45, 2° du décret est mise en œuvre par le service au travers de l'action suivante :

L'organisation par le service d'activités collectives de loisirs à caractère ludique, culturel, touristique, culinaire, de détente, de bien-être, d'expression sous toutes ses formes, sans que cette liste soit limitative.

Ces activités s'adressent à la fois à des personnes handicapées et à des personnes valides qui y participent ensemble dans une optique de mixité sociale.

Art. 5. La mission de collaboration avec d'autres organisations actives en matière de loisirs visée à l'article 45, 3° du décret est mise en œuvre par le service au travers des actions suivantes :

1° le développement de partenariats avec des organismes généralistes de loisirs afin de mettre en place ensemble des programmes ou des activités de loisirs inclusifs;

2° la sensibilisation des organismes généralistes de loisirs aux principes d'inclusion des personnes handicapées dans les activités qu'ils proposent.

CHAPITRE 3. — *Normes d'agrément*

Section 1^{re}. — Normes de qualité

Art. 6. Le service se soumet aux évaluations, visites et contrôles organisés par les pouvoirs publics et leur fournit tout document requis dans l'exercice de leurs missions.

Art. 7. Dans le respect des dispositions prévues à l'article 74 du décret, tout document émanant du service indique le nom du service, le nom de l'asbl s'il est différent, le numéro d'entreprise, l'adresse du siège d'activité, l'adresse du siège social si elle est différente, l'agrément accordé et la date de sa rédaction.

Art. 8. Le service rend accessible aux personnes handicapées les documents qui leur sont destinés.

Art. 9. Le service collabore à l'évaluation scientifique externe relative à la mise en œuvre des principes du décret visée en son article 103.

Art. 10. Outre les assurances légalement obligatoires, l'asbl souscrit pour le service les assurances suivantes :

1° en responsabilité civile pour toutes les prestations posées sous sa responsabilité, y compris les manifestations extérieures, et pour les volontaires qu'elle occuperait;

2° en responsabilité pour les administrateurs de l'asbl;

3° en incendie et vol pour le bâtiment et le mobilier.

Section 2. — Normes relatives à l'infrastructure

Art. 11. Le service établit son siège d'activités sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale. Des activités de loisirs telles que des séjours, des visites touristiques ou culturelles peuvent néanmoins se dérouler en dehors de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 12. Le service dispose de locaux qui permettent :

1° de réaliser sur le lieu de son siège d'activités les missions définies aux articles 3 à 5;

2° d'assurer un entretien individuel avec un bénéficiaire permettant le respect de la confidentialité.

Art. 13. Le service assure l'accessibilité de ses locaux en tenant compte des spécificités du public accueilli.

Section 3. — Normes relatives à l'organisation

Art. 14. Le service rédige un projet de service. Il précise au minimum :

1° les valeurs sur lesquelles repose les missions du service;

2° ses missions et son public cible;

3° son offre de services;

4° la description du service et ses règles de fonctionnement;

5° les méthodes d'organisation du travail pour tendre vers la réalisation du projet de vie des personnes handicapées;

6° les modalités de la participation des personnes handicapées, visée à l'article 71, 3° du décret, et des autres bénéficiaires du service;

7° les modalités de la participation à des actions communautaires, visée à l'article 71, 4° du décret;

8° les modalités de la mise en œuvre d'une démarche de réseau, visée à l'article 71,5° du décret;

9° les modalités de l'évaluation du projet individualisé des personnes handicapées, en y incluant leur participation;

10° les modalités d'encadrement des activités de loisirs organisées par le service en fonction du public accueilli.

Ce document est établi et revu régulièrement en concertation avec les membres du personnel.

Art. 15. Le service dispose :

1° de plages horaires suffisantes pour offrir des interventions répondant aux attentes des bénéficiaires;

2° d'une adresse électronique, d'un répondeur téléphonique, d'un téléphone mobile et de tout moyen de communication adapté pour permettre aux personnes de laisser un message en dehors des heures d'ouverture du service.

3° d'un site internet régulièrement mis à jour qui présente les activités développées par le service et qui est rendu accessible au public-cible.

Section 4. — Normes relatives au personnel

Art. 16. Les membres du personnel du service subventionné dans le cadre du présent arrêté correspondent aux fonctions et répondent aux conditions de diplôme qui sont déterminées par l'annexe III de l'arrêté NM.

Art. 17. Toute fonction rémunérée dans le service est incompatible avec un mandat d'administrateur au sein de l'asbl.

Art. 18. Lors du premier engagement d'un membre du personnel, le service dispose d'un extrait de casier judiciaire dont la date de délivrance ne peut être antérieure de plus de trois mois à la date de prise de fonction. Le service évalue si le membre du personnel peut exercer la fonction à laquelle il est candidat, en prenant en considération la spécificité des personnes accompagnées.

Art. 19. Le service tient un dossier individuel accessible à chaque membre du personnel subventionné dans le cadre du présent arrêté.

Il comprend au minimum :

1° le contrat de travail qui lie le service et le travailleur, et ses modifications ultérieures;

2° une copie des titres et diplômes utiles à la fonction;

3° les attestations prouvant l'ancienneté;

4° l'extrait de casier judiciaire visé à l'article 18;

5° les formations suivies par le travailleur depuis son engagement;

6° tout document relatif au subventionnement éventuel du travailleur par un autre pouvoir public.

Art. 20. Les volontaires effectuent leurs prestations en appui du personnel du service.

Une convention de volontariat règle leurs relations avec le service dans le respect de la loi du 3 juillet 2005 relative au droit des volontaires.

Le service conserve une copie de ces conventions individuelles.

Art. 21. Le service assure la formation continuée des membres du personnel et des volontaires en lien avec l'exercice des missions définies aux articles 3 à 5.

Section 5. — Normes relatives aux bénéficiaires

Art. 22. En application de l'article 20 du décret, la personne handicapée qui n'a pas introduit de demande d'admission au bénéfice des interventions du décret peut bénéficier des interventions et activités du service.

Art. 23. Chaque service est agréé pour assurer l'accompagnement décrit à l'article 3 en faveur :

- d'au moins 12 personnes handicapées par an. Il est alors repris en catégorie 1;

- d'au moins 20 personnes handicapées par an. Il est alors repris en catégorie 2.

Ces personnes handicapées signent une convention d'accompagnement telle que décrite à l'article 27.

Le service agréé pour la première fois est repris en catégorie 1.

Art. 24. Ces accompagnements se concrétisent par :

- au moins 120 interventions par an en catégorie 1;
- au moins 200 interventions par an en catégorie 2.

Une intervention est toute prestation d'un membre du personnel d'accompagnement dont la durée est d'au moins 30 minutes ou deux fois 15 minutes pour la même personne, qui est en lien direct avec la personne et qui correspond à son projet individuel en matière de loisirs.

Si l'intervention se passe en dehors des locaux du service, le temps de déplacement est inclus dans la durée de l'intervention.

Si l'intervention justifie la présence de plusieurs intervenants, elle est comptabilisée deux fois maximum.

Si au cours d'une demi-journée, l'intervention dure plus de deux heures, elle est comptabilisée deux fois.

Si au cours d'une demi-journée, l'intervention justifie la présence de plusieurs intervenants et dure plus de deux heures, elle est comptabilisée quatre fois.

L'accompagnement simultané de « x » personnes handicapées compte pour « x » interventions.

Une réunion à laquelle la personne handicapée ne participe pas, mais qui le concerne, compte pour une intervention.

Si l'intervention consiste en une visite extérieure sans la personne handicapée dans l'objectif de réaliser son projet individuel en matière de loisirs, cette visite est comptée pour une intervention.

Art. 25. Chaque service est agréé pour assurer l'organisation de loisirs inclusifs décrite à l'article 4 à raison :

- d'au moins 100 périodes d'activités par an. Il est alors repris en catégorie A;
- d'au moins 200 périodes d'activités par an. Il est alors repris en catégorie B.

Le service agréé pour la première fois est repris en catégorie A.

Une période d'activités correspond à une demi-journée ou une soirée d'activités.

Une journée complète d'activités correspond à deux périodes.

Lors d'un séjour résidentiel, une journée et une nuit correspondent à 4 périodes.

Les périodes d'activités sont comptabilisées sans tenir compte du nombre de personnes présentes.

Section 6. — Normes relatives aux relations entre le service et le bénéficiaire

Art. 26. Le service rédige un règlement d'ordre intérieur. Il indique au minimum :

- 1° les devoirs et droits du service à l'égard du bénéficiaire;
- 2° les droits et devoirs du bénéficiaire;
- 3° les modalités d'introduction des demandes d'information et des réclamations et leur mode de traitement;
- 4° les mesures mises en œuvre lorsqu'un bénéficiaire contrevient aux règles de fonctionnement ou en cas de détérioration volontaire du matériel mis à disposition;
- 5° les noms de la personne chargée de la gestion journalière et du président du conseil d'administration;
- 6° les dispositions inscrites aux articles 29 à 31;
- 7° les dispositions prises en application de l'article 32;
- 8° la mention des risques couverts par les assurances souscrites par le service;
- 9° les coordonnées du Service PHARE et du service d'inspection du SPFB.

Ce document est établi et revu régulièrement en concertation avec les membres du personnel et en incluant la participation des bénéficiaires.

Art. 27. 1° Dans le cadre de la mission décrite à l'article 3, une convention d'accompagnement écrite est conclue et signée entre le service et la personne handicapée.

Elle mentionne au minimum :

- 1° l'identité des parties;
- 2° la date de prise d'effet de la convention et sa durée;
- 3° les objectifs du projet individualisé développé dans le cadre des loisirs inclusifs;
- 4° le projet individualisé;
- 5° les modalités suivant lesquelles la convention peut être modifiée, complétée ou résiliée;
- 6° les modalités d'évaluation de la mise en œuvre de la convention, à réaliser tous les 18 mois; la personne handicapée participe à cette évaluation;
- 7° le montant de la contribution financière visée à l'article 30 et les modalités de son versement;
- 8° la date de signature.

Chacune des parties reçoit un exemplaire signé de la convention.

Le projet de service et le règlement d'ordre intérieur du service tels que définis aux articles 14 et 26 sont expliqués et remis contre accusé de réception à la personne handicapée.

Dans le cadre de la mission décrite à l'article 4, le projet de service et le règlement d'ordre intérieur du service tels que définis aux articles 14 et 26 sont expliqués et remis contre accusé de réception aux participants qui ne bénéficient pas des interventions décrites à l'article 3.

Art. 28. Dans le cadre de la mission décrite à l'article 3, un dossier individuel centralisé est ouvert au nom de la personne handicapée avec laquelle une convention est signée.

Il comprend au minimum :

- 1° la demande et/ou le rapport de l'entretien initial avec la personne handicapée;
- 2° la convention d'accompagnement telle que décrite à l'article 27;
- 3° l'attestation de réception du projet de service et du règlement d'ordre intérieur par la personne handicapée lors de la signature de la convention d'accompagnement;
- 4° les données individuelles nécessaires à la mise en œuvre de la convention;
- 5° les interventions réalisées, telles que décrites à l'article 24, avec les indications du contenu, de la date et du nombre de prestations consacré;
- 6° le suivi et les évaluations de la mise en œuvre de la convention.

Art. 29. Le service ne peut conditionner ses interventions à une autre contrepartie que celles visées aux articles 30 et 31.

Art. 30. La personne handicapée participe aux frais du service avec lequel elle a conclu une convention et lui verse à cet effet une contribution financière mensuelle.

Cette contribution est comprise entre 1,70 et 17,00 €, en fonction des critères établis par le service et tient compte des ressources de l'intéressé.

Art. 31. Dans le cadre de la mission décrite à l'article 4, le bénéficiaire qui prend part à des activités de loisirs inclusifs organisées par le service participe aux frais encourus.

Cette contribution est fixée librement par le service et tient compte des ressources du bénéficiaire.

Art. 32. La participation des personnes handicapées prévue à l'article 71, 3° du décret se traduit par un processus annuel consultatif individualisé ouvert à tous les bénéficiaires, adapté aux spécificités des personnes handicapées et déterminé par le service.

Section 7. — Normes relatives aux relations entre le service et le service PHARE

Art. 33. Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné un rapport d'activité.

Il contient au minimum :

- 1° des informations globalisées sur le nombre de personnes handicapées accompagnées dans le cadre de la mission visée à l'article 3, telles que l'âge, le sexe, le handicap, le domicile, les objectifs et les résultats;
- 2° le nombre total des interventions définies à l'article 24;
- 3° la présentation des activités de loisirs inclusifs organisées par le service dans le cadre de la mission visée à l'article 4 et le nombre de bénéficiaires tant handicapés que valides;
- 4° le nombre total de périodes d'activités de loisirs définies à l'article 25;
- 5° les montants des contributions financières demandées par le service en application de l'article 33;
- 6° la présentation des collaborations et des sensibilisations menées auprès d'autres organisations actives en matière de loisirs dans le cadre de la mission visée à l'article 5;
- 7° l'évaluation de la mise en œuvre du projet de service visé à l'article 14;
- 8° les faits marquants de l'activité du service;
- 9° les modalités de la mise en œuvre du travail en réseau conformément aux dispositions de l'article 71, 5° du décret;
- 10° les moyens mis en œuvre pour favoriser la participation et l'inclusion des personnes handicapées;
- 11° des données globalisées relatives au personnel occupé et les changements intervenus pendant l'année;
- 12° les modalités et les résultats de l'évaluation interne visée à l'article 102 du décret;
- 13° les perspectives d'évolution du service, en termes d'activités et d'organisation.

Art. 34. Le service communique au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné le numéro national, les dates de début et de fin de convention d'accompagnement des personnes handicapées avec lesquelles il a signé une convention visée à l'article 27.

Le Service PHARE intègre ces informations dans les dossiers individuels des personnes handicapées dont il dispose.

Art. 35. Le service informe le Service PHARE dans les quinze jours de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement, ainsi que de toute modification relative au personnel visé à l'article 16.

Pour chaque membre du personnel visé à l'article 16, le service communique au Service PHARE dans les quinze jours de son engagement la copie de son contrat de travail et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Seuls les éléments indispensables au calcul des subventions sont transmis au Service PHARE.

Art. 36. En matière de tenue des comptes, l'exercice comptable correspond à l'année civile.

Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné ses comptes et bilan, tels que déposés à la Banque nationale de Belgique ou au Greffe du Tribunal du commerce. Dans ce dernier cas, la preuve du dépôt est jointe.

Art. 37. Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné le dossier justificatif des subventions visé à l'article 49.

Art. 38. Le SPFB fixe les modalités de la transmission des informations prévue au présent chapitre.

CHAPITRE 4. — Subventions

Section 1^{re}. — Modalités générales d'octroi des subventions

Art. 39. La subvention due à un service agréé est annuelle.

Elle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lesquelles elles sont octroyées.

Elle est soldée après examen par le SPFB du dossier justificatif visé à l'article 49.

Art. 40. L'avance mensuelle tient compte des catégories agréées, de l'évolution du personnel repris à l'article 16 en termes de nombre, de fonction, d'ancienneté et de prestations dans les limites fixées à la section 2.

En cas de dépassement du délai fixé à l'article 35, alinéa 2, le calcul des avances mensuelles ne prendra en compte la modification du personnel que le premier jour du mois qui suit la réception des documents.

Art. 41. Lorsque le SPFB constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures aux subventions annuelles dues, il récupère le trop perçu sur une période de 12 mois maximum et après concertation avec la direction du service par compensation avec les prochaines avances mensuelles à verser pour l'année en cours.

Cette récupération peut, exceptionnellement et à la demande du service, faire l'objet de termes et délais. Le SPFB établit un plan d'apurement.

Art. 42. Lorsque le SPFB constate que le trop perçu obtenu par le service procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs graves de gestion, le SPFB récupère le paiement indu en une fois.

Dans cette hypothèse, le SPFB transmet au Membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément.

Section 2. — Subvention pour frais de personnel

Art. 43. La subvention annuelle des frais de personnel visé à l'article 16 est limitée à tout moment de l'année aux normes suivantes :

- service de catégorie 1 : 0,5 équivalent temps plein dans la fonction d'accompagnement;
- service de catégorie 2 : 1 équivalent temps plein dans la fonction d'accompagnement.

Art. 44. La subvention couvre les frais de personnel encourus et est limitée au calcul établi sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM de l'arrêté NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM de l'arrêté NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM de l'arrêté NM.

Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM de l'arrêté NM.

Art. 45. Une subvention équivalente à un pour cent maximum de la subvention calculée en application des articles 43 et 44 est octroyée pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel.

Les frais de formation peuvent en outre concerner des frais de supervision, des frais d'évaluation à usage interne, tel que prévu par l'article 102 du décret.

Art. 46. La subvention pour frais de personnel d'un travailleur bénéficiaire du Plan Tandem est attribuée sur la base du même volume de travail que celui qu'il prestait avant qu'il ne réduise ses prestations à mi-temps.

Le volume de prestation rémunéré du travailleur engagé pour remplacer le travailleur qui réduit ses prestations, qui étaient d'un trois-quarts ou d'un temps plein, à un mi-temps, n'est pas pris en considération.

Sont considérées comme dépenses admissibles de la subvention pour frais de personnel d'un travailleur bénéficiaire du Plan Tandem, les frais et cotisations suivants :

1° les frais de rémunération, charges patronales et autres avantages liés au travailleur bénéficiaire du Plan Tandem tels que définis à l'annexe V de l'arrêté NM;

2° les frais de rémunération, charges patronales et autres avantages liés au travailleur engagé pour remplacer le travailleur qui réduit ses prestations à un mi-temps dans le cadre du Plan Tandem, tels que définis à l'annexe V de l'arrêté NM;

3° la cotisation versée au Fonds social « Old Timer » en application du Plan Tandem.

Section 3. — Subvention pour frais généraux

Art. 47. La subvention annuelle des frais généraux est limitée aux montants suivants :

- service de catégorie A : 6.500 €;
- service de catégorie B : 12.000 €.

Art. 48. La subvention couvre les frais admissibles encourus suivants en rapport avec les missions agréées du service :

- loyers et charges locatives du siège d'activités du service;
- énergie (gaz, électricité, chauffage) du siège d'activités;
- assurances;
- fournitures de bureau;
- téléphone, internet, poste;
- services informatiques;
- publicité, annonces;
- frais de déplacements du personnel subventionné visé à l'article 43;
- frais de secrétariat social du personnel visé à l'article 43.

Section 4. — Dossier justificatif des subventions

Art. 49. Le dossier justificatif comprend les pièces suivantes :

1° en ce qui concerne les frais de personnel :

- les comptes individuels des travailleurs;
- l'attestation C 450 bis de l'Office national de sécurité sociale;
- l'attestation du SPF Finances prouvant le paiement du précompte professionnel;
- le décompte définitif de l'assurance-loi;
- le décompte définitif de la médecine du travail;
- un tableau récapitulatif des frais de formation du personnel indiquant le personnel concerné, la nature des formations suivies et leur coût;

2° en ce qui concerne les frais généraux :

- la balance générale;
- le grand livre ou historique des comptes généraux.

Le SPFB peut compléter la liste des pièces sollicitées et demander notamment toutes les pièces justificatives qui justifient les écritures comptables.

Art. 50. Le SPFB vérifie le dossier justificatif. Il établit la différence entre la somme des avances versées et le montant de la subvention due.

Il soumet une proposition de décision au service dans les six mois de la réception du dossier justificatif à condition que le dossier soit complet et suffisant. A partir de la date de réception de cette proposition, le service dispose d'un délai de six semaines pour communiquer ses observations. A défaut de réponse dans ce délai, la proposition du SPFB est considérée comme acceptée.

Dans un délai de six semaines suivant la date de réception de ces observations, le SPFB transmet le décompte définitif de la subvention.

Art. 51. Les contributions financières visées aux articles 30 et 31 ne sont pas déduites de la subvention.

CHAPITRE 5. — *Mise en œuvre des missions de loisirs inclusifs par un service d'accompagnement*

Art. 52. En application de l'article 40 du décret, un service d'accompagnement agréé peut exercer les missions définies au chapitre 2 dans le cadre d'une convention de cinq ans conclue avec le Collège, moyennant le respect des dispositions du chapitre 3 et selon les modalités suivantes :

- 1° compléter son projet de service et son règlement d'ordre intérieur sur base des articles 14 et 26;
- 2° compléter son rapport annuel d'activités sur base de l'article 33;
- 3° dans le cadre de sa comptabilité analytique, distinguer les missions de loisirs inclusifs.

Art. 53. Les subventions octroyées respectent les dispositions du chapitre 4.

Le dossier justificatif des subventions distingue les missions de loisirs inclusifs.

Art. 54. La convention conclue avec le Collège contient :

- 1° les dispositions des articles 52 et 53;
- 2° les objectifs du service d'accompagnement qui précisent la nature des activités de loisirs inclusifs organisées;
- 3° la mention de la ou des catégories d'âge du public;
- 4° les mentions des catégories d'agrément telles que définies aux articles 23 et 25.

Elle est soumise à l'avis préalable du Conseil consultatif.

CHAPITRE 6. — *Dispositions finales*

Art. 55. Les montants repris dans le présent arrêté sont liés à l'indice-santé de référence de décembre 2017.

A partir du 1^{er} janvier 2019, ils sont adaptés annuellement chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ci-après dénommé indice-santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{montant de base} \times \text{indice santé de décembre de l'année antérieure}}{\text{indice-santé de décembre 2017}}$$

Art. 56. Entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2018 :

- 1° la section 7 du chapitre 4 du décret;
- 2° l'article 85 du décret;
- 3° pour les services visés aux articles 44 et 45 du décret : les articles 70, 71, 72, 74, 75, 77, 94, 95 et 102 du décret;
- 4° le présent arrêté.

Art. 57. Le Membre du Collège est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1^{er} mars 2018.

Par le Collège :

La Ministre-Présidente du Collège,
F. LAANAN

La Ministre, Membre du Collège chargée de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,
C. FREMAULT

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2018/30670]

1 MAART 2018. — Besluit 2017/892 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de diensten voor inclusieve vrijetijdsbesteding dat uitvoering geeft aan afdeling 7 van hoofdstuk 4 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 met betrekking tot de insluiting van de gehandicapte persoon

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de insluiting van de gehandicapte persoon, artikels 20, 21, 40, 72, 77 en 119;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de respectieve situatie van vrouwen en mannen van 26 oktober 2017;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de situatie van personen met een handicap van 26 oktober 2017;

Gelet op het advies van de afdeling "Gehandicapte personen" van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid, gegeven op de zitting van 8 november 2017;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 februari 2018;

Gelet op het akkoord van het collegelid bevoegd voor Begroting, gegeven op 19 februari 2018;

Gelet op advies nr. 62 668/4 van de Raad van State, gegeven op 29 januari 2018 in toepassing van artikel 84, § 1, 1e lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de insluiting van de gehandicapte persoon, artikels 44, 45, 85 en 94;

Op voorstel van het Collegelid belast met het Beleid inzake bijstand aan personen met een handicap,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen en definities

Artikel 1. Het besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van onderhavig besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de insluiting van de gehandicapte persoon;

2° de SPFB : de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie (Service Public Francophone bruxellois);

3° Het Collegelid : het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met het beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap;

4° de begunstigde : de gehandicapte persoon of de valide persoon voor wie een van de opdrachten, vermeld in artikels 3 en 4 van dit besluit, wordt uitgevoerd;

5° de dienst : de dienst voor inclusieve vrijetijdsbesteding, bepaald in artikels 44 en 45 van het decreet;

6° de vzw : de vereniging zonder winstoogmerk, bepaald in artikel 2, 13° van het decreet, die een dienst voor inclusieve vrijetijdsbesteding inricht;

7° het NM-besluit : het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de sector van volksgezondheid en bijstand aan personen, personen met een handicap en professionele inschakeling;

8° het plan tandem : de voorziening voor de inrichting van het einde van de loopbaan die tot stand gebracht is door de Collectieve arbeidsovereenkomst van 23 april 2009 binnen het paritair subcomité 319.02.

HOOFDSTUK 2. — Opdrachten

Art. 3. De opdracht ter begeleiding van een persoon met een handicap bij het zoeken naar inclusieve vrijetijdsbestedingen, bedoeld in artikel 45, 1° van het decreet, wordt door de dienst uitgevoerd via volgende acties :

1° hulp bieden bij de nodige stappen om deel te nemen aan een vrijetijdsbesteding die buiten de dienst georganiseerd wordt en niet specifiek gericht is op personen met een handicap;

2° informatie geven over het bestaande aanbod van vrijetijdsbestedingen die aangepast zijn aan personen met een handicap;

3° begeleiding bieden die gericht is op het versterken van de zelfstandigheid van de persoon met een handicap, met de bedoeling dat deze de organisatie van zijn vrijetijdsbesteding zelf ten laste neemt.

Deze acties komen in het algemeen op individuele basis tot stand, rekening houdend met het levensproject van de persoon met een handicap en met diens capaciteiten.

Art. 4. De opdracht voor het organiseren van inclusieve vrijetijdsbestedingen, bedoeld in artikel 45, 2° van het decreet, wordt door de dienst via de volgende actie ten uitvoer gelegd :

het organiseren, door de dienst, van gemeenschappelijke vrijetijdsbestedingen met een ludiek, cultureel, toeristisch, culinair, ontspannend karakter of in verband met welzijn, uitgedrukt in alle mogelijke vormen, zonder dat deze lijst limitatief is.

Deze activiteiten zijn tegelijk gericht op personen met een handicap en op valide personen, die er samen aan deelnemen ten gunste van de sociale mix.

Art. 5. De samenwerking met andere organisaties die zich werkzaam zijn in de vrijetijdsbesteding, bedoeld in artikel 45, 3° van het decreet, wordt door de dienst uitgevoerd aan de hand van volgende acties :

1° de ontwikkeling van partnerschappen met organisaties die in het algemeen werkzaam zijn in de vrijetijdsbesteding, met de bedoeling om samen programma's of inclusieve vrijetijdsbestedingen op te zetten;

2° sensibiliseren van organisaties die zich in het algemeen bezighouden met vrijetijdsbesteding rond het betrekken van personen met een handicap bij de activiteiten die ze aanbieden.

HOOFDSTUK 3. — *Erkenningsnormen*

Afdeling 1. — Kwaliteitsnormen

Art. 6. De dienst onderwerpt zich aan evaluaties, bezoeken en controles van de overheid en bezorgt deze alle documenten die vereist zijn voor het uitvoeren van zijn opdrachten.

Art. 7. Met inachtneming van de bepalingen voorzien in artikel 74 van het decreet is op elk document dat van de dienst uitgaat de naam van de dienst, de naam van de vzw indien deze verschillend is van die van de dienst, het ondernemingsnummer, het adres van de bedrijfsuitoefening, het adres van de maatschappelijke zetel indien dit verschillend is van dat van de bedrijfsuitoefening, de toegekende erkenning en de datum van opstelling aangegeven.

Art. 8. De dienst verschaft aan de gehandicapte personen toegang tot de documenten die voor hen bestemd zijn.

Art. 9. De dienst werkt mee aan de externe wetenschappelijke evaluatie in verband met de uitvoering van de principes van het decreet en diens artikel 103.

Art. 10. Naast de wettelijk verplichte verzekeringen sluit de vzw voor de dienst de volgende verzekeringen af :

1° burgerlijke aansprakelijkheid voor alle prestaties die onder zijn verantwoordelijkheid worden uitgevoerd, met inbegrip van de externe uitlopers daarvan, en voor de vrijwilligers die hij eventueel inzet;

2° aansprakelijkheid voor de bestuurders van de vzw;

3° brand en diefstal voor het gebouw en het meubilair.

Afdeling 2. — Normen in verband met de infrastructuur

Art. 11. De dienst vestigt zijn activiteitenzetel op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De vrijetijdsbestedingen zoals verblijven, toeristische of culturele bezoeken mogen echter buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest plaatsvinden.

Art. 12. De dienst beschikt over lokalen waar :

1° de in artikels 3 tot en met 5 bepaalde opdrachten uitgevoerd kunnen worden op de plaats van zijn activiteitenzetel;

2° een individueel gesprek met een begunstigde kan plaatsvinden met inachtneming van het vertrouwelijkheidsprincipe.

Art. 13. De dienst verzorgt de toegankelijkheid van zijn lokalen door rekening te houden met de specifieke kenmerken van de doelgroep die hij ontvangt.

Afdeling 3. — Normen in verband met de organisatie

Art. 14. De dienst stelt een dienstplan op. Dit plan verduidelijkt ten minste :

1° de waarden waarop de dienstverleningsopdrachten gebaseerd zijn;

2° de opdrachten en het doelpubliek van de dienst;

3° het dienstenaanbod;

4° de beschrijving van de dienst en diens werkingsregels;

5° de methodes voor het organiseren van het werk, met de bedoeling het levensproject van de personen met een handicap te verwezenlijken;

6° de modaliteiten van de participatie van de personen met een handicap, bedoeld in artikel 71, 3° van het decreet, en van de andere begunstigden van de dienst;

7° de modaliteiten van de participatie aan gemeenschapsacties, bedoeld in artikel 71, 4° van het decreet;

8° de modaliteiten voor de totstandbrenging van een netwerk, bedoeld in artikel 71, 5° van het decreet;

9° de modaliteiten voor de evaluatie van het individueel project van de gehandicapte personen, met inbegrip van hun participatie;

10° de modaliteiten voor de omkadering van de vrijetijdsbestedingen die door de dienst georganiseerd worden in functie van het publiek dat van de dienst gebruik maakt.

Dit document wordt opgesteld en regelmatig herzien in overleg met de personeelsleden.

Art. 15. De dienst beschikt over :

1° voldoende tijdvensters om tussenkomsten te kunnen aanbieden die beantwoorden aan de verwachtingen van de begunstigden;

2° een elektronisch adres, een antwoordapparaat, een mobiele telefoon en elk aangepast communicatiemiddel dat de personen toelaat een boodschap achter te laten buiten de openingsuren van de dienst.

3° een website die regelmatig wordt geüpdatet, die de activiteiten voorstelt die door de dienst worden ontwikkeld en die toegankelijk is voor de doelgroep.

Afdeling 4. — Normen in verband met het personeel

Art. 16. De personeelsleden van de dienst die in het kader van dit besluit gesubsidieerd wordt, stemmen overeen met de functies en beantwoorden aan de diplomaveristen die worden bepaald door bijlage III van het NM-besluit.

Art. 17. Elke bezoldigde functie in de dienst is incompatibel met een bestuurdersmandaat binnen de vzw.

Art. 18. Bij de eerste indienstneming van een personeelslid beschikt de dienst over een uittreksel uit het strafregister, waarvan de afgiftedatum niet meer dan drie maanden aan de indiensttredingsdatum mag voorafgaan. De dienst evalueert of het personeelslid de functie waarvoor hij zich kandidaat stelt mag uitoefenen en neemt daarbij het specifieke karakter van de begeleide personen in aanmerking.

Art. 19. De dienst houdt een individueel dossier bij dat toegankelijk is voor elk personeelslid dat in het kader van dit besluit gesubsidieerd wordt.

Dit dossier bevat ten minste :

1° de arbeidsovereenkomst die de dienst en de werknemer aan elkaar verbindt, met inbegrip van de latere wijzigingen hiervan;

2° een kopie van de titels en diploma's die nuttig zijn voor de functie;

3° de attesten die anciënniteit aantonen;

4° het uittreksel uit het strafregister bedoeld in artikel 18;

5° de opleidingen die door de werknemer zijn gevolgd sinds zijn aanwerving;

6° elk document in verband met de eventuele subsidiëring van de werknemer door een andere overheid.

Art. 20. De vrijwilligers voeren hun activiteiten uit ter ondersteuning van het personeel van de dienst.

Een vrijwilligersovereenkomst regelt hun verhoudingen met de dienst conform de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers.

De dienst bewaart een afschrift van de individuele overeenkomsten.

Art. 21. De dienst staat in voor de voortgezette opleiding van de personeelsleden en de vrijwilligers in lijn met de uitoefening van de opdrachten bepaald in artikels 3 tot 5.

Afdeling 5. — Normen in verband met de begunstigden

Art. 22. In toepassing van artikel 20 van het decreet kan de persoon met een handicap die geen aanvraag voor de toegang tot de tussenkomsten uit het decreet heeft ingediend een beroep doen op de tussenkomsten en activiteiten van de dienst.

Art. 23. Elke dienst wordt erkend voor het verzorgen van de begeleiding die in artikel 3 beschreven wordt, en dit ten gunste van :

- minstens 12 personen met een handicap per jaar. Dan behoort deze dienst tot categorie 1;

- minstens 20 personen met een handicap per jaar. Dan behoort deze dienst tot categorie 2.

Deze personen met een handicap ondertekenen een begeleidingsovereenkomst zoals beschreven in artikel 27.

De dienst die voor de eerste keer wordt erkend, behoort tot categorie 1.

Art. 24. Deze begeleidingen worden concreet vertaald in :

- minstens 120 tussenkomsten per jaar in categorie 1;

- minstens 200 tussenkomsten per jaar in categorie 2.

Een tussenkomst is elke prestatie van een begeleidend personeelslid met een duur van minstens 30 minuten of twee maal 15 minuten voor dezelfde persoon, die rechtstreeks verband houdt met de persoon en overeenstemt met zijn of haar levensproject inzake vrijetijdsbesteding.

Indien de tussenkomst buiten de lokalen van de dienst plaatsvindt, wordt de duur van de verplaatsing voor de duur van de tussenkomst meegerekend.

Indien de tussenkomst de aanwezigheid van meerdere dienstverleners rechtvaardigt, wordt deze maximaal twee keer verrekend.

Indien de tussenkomst gedurende een halve dag meer dan twee uur duurt, wordt deze twee keer verrekend.

Indien de tussenkomst gedurende een halve dag de aanwezigheid van meerdere dienstverleners rechtvaardigt en meer dan twee uur duurt, wordt deze vier keer verrekend.

De gelijktijdige begeleiding van "x" personen met een handicap telt voor "x" tussenkomsten.

Een vergadering waar de persoon met een handicap niet aan deelneemt, maar die hem wel betreft, telt voor één tussenkomst.

Indien de tussenkomst bestaat uit een extern bezoek zonder de persoon met een handicap met als doel het verwezenlijken van zijn individueel project inzake vrijetijdsbesteding, dan wordt dit bezoek verrekend als een tussenkomst.

Art. 25. Elke dienst is erkend voor het verzerken van de organisatie van inclusieve vrijetijdsbestedingen, beschreven in artikel 4, en dit ten belope van :

- minstens 100 activiteitenperiodes per jaar. Dan behoort deze dienst tot categorie A;

- minstens 200 activiteitenperiodes per jaar. Dan behoort deze dienst tot categorie B.

De dienst die voor de eerste keer wordt erkend, komt in categorie A terecht.

Een activiteitenperiode stemt overeen met een halve dag of een avond van activiteiten.

Een volledige dag van activiteiten stemt overeen met twee periodes.

Bij een residentieel verblijf stemt een dag en nacht overeen met 4 periodes.

De activiteitenperiodes worden verrekend zonder het aantal aanwezige personen in aanmerking te nemen.

Afdeling 6. — Normen in verband met de verhoudingen tussen de dienst en de begunstigde

Art. 26. De dienst stelt een huishoudelijk reglement op. Dit reglement vermeldt ten minste :

- 1° de rechten en plichten van de dienst ten opzichte van de begunstigde;
- 2° de rechten en plichten van de begunstigde;
- 3° de modaliteiten voor het indienen van de informatieaanvragen en klachten en hun behandelingsmethode;
- 4° de maatregelen die worden getroffen wanneer een begunstigde de werkingsregels overtreedt of wanneer het materiaal dat ter beschikking wordt gesteld met opzet beschadigd wordt;
- 5° de namen van de persoon die instaat voor het dagelijkse beheer en van de voorzitter van de raad van bestuur;
- 6° de bepalingen die ingeschreven zijn in artikels 29 tot 31;
- 7° de bepalingen in toepassing van artikel 32;
- 8° de vermelding van de risico's die gedekt worden door de verzekeringen die de dienst heeft afgesloten;
- 9° de gegevens van de Dienst PHARE en de inspectiedienst van de SPFB.

Dit document wordt opgesteld en regelmatig herzien in overleg met de personeelsleden en met inbegrip van de participatie van de begunstigten.

Art. 27. 1° In het kader van de opdrachten beschreven in artikel 3 wordt er een begeleidingsovereenkomst afgesloten en ondertekend door de dienst en door de persoon met een handicap.

Deze overeenkomst vermeldt ten minste :

- 1° de identiteit van de partijen;
- 2° de datum waarop de overeenkomst van kracht wordt en de duur ervan;
- 3° de doelstellingen van het geïndividualiseerd project dat in het kader van de inclusieve vrijetijdsbestedingen ontwikkeld wordt;
- 4° het geïndividualiseerd project;
- 5° de modaliteiten volgens dewelke de overeenkomst gewijzigd, aangevuld of opgezegd kan worden;
- 6° de modaliteiten voor de evaluatie en de uitvoering van de overeenkomst, om de 18 maanden te verwezenlijken; de persoon met een handicap neemt deel aan deze evaluatie;
- 7° het bedrag van de financiële bijdrage bedoeld in artikel 30 en de modaliteiten van de storting daarvan;
- 8° de datum van ondertekening.

Elke partij ontvangt een ondertekend exemplaar van de overeenkomst.

Het dienstenproject en het huishoudelijk reglement, zoals bepaald in artikels 14 en 26, worden uitgelegd en tegen ontvangstbevestiging afgegeven aan de persoon met een handicap.

2° In het kader van de in artikel 4 beschreven opdracht worden het dienstenproject en het huishoudelijk reglement van de dienst, zoals bepaald in artikels 14 en 26, uitgelegd en tegen ontvangstbevestiging afgegeven aan de deelnemers die geen beroep doen op de tussenkomsten die beschreven worden in artikel 3.

Art. 28. In het kader van de opdracht die beschreven in artikel 3 wordt, wordt er op naam van de persoon met een handicap met wie een overeenkomst ondertekend is een gecentraliseerd individueel dossier geopend.

Dit dossier bevat ten minste :

- 1° de aanvraag en/of het rapport van het eerste gesprek met de persoon met een handicap;
- 2° de begeleidingsovereenkomst zoals beschreven in artikel 27;
- 3° de ontvangstbevestiging van het dienstenproject en het huishoudelijk reglement door de persoon met een handicap bij ondertekening van de begeleidingsovereenkomst;
- 4° de individuele gegevens die vereist zijn voor de uitvoering van de overeenkomst;
- 5° de uitgevoerde tussenkomsten, zoals beschreven in artikel 24, met vermelding van de inhoud, de datum en het aantal prestaties die eraan zijn gewijd;
- 6° de opvolging en evaluaties van de uitvoering van de overeenkomst.

Art. 29. De dienst mag zijn tussenkomsten aan andere voorwaarden koppelen dan die bedoeld in artikels 30 en 31.

Art. 30. De persoon met een handicap draagt bij tot de kosten van de dienst waarmee hij een overeenkomst afgesloten heeft en stort hiervoor een maandelijkse financiële bijdrage aan de dienst.

Deze bijdrage ligt tussen € 1,70 en € 17,00, in functie van de criteria die opgesteld zijn door de dienst, en houdt rekening met de bestaansmiddelen van de belanghebbende.

Art. 31. In het kader van de in artikel 4 beschreven opdracht draagt de begunstigde die deelneemt aan de inclusieve vrijetijdsbestedingen die door de dienst worden georganiseerd bij in de gemaakte kosten.

Deze bijdrage wordt vrij door de dienst vastgesteld en houdt rekening met de bestaansmiddelen van de begunstigde.

Art. 32. De deelname van de personen met een handicap, voorzien in artikel 71, 3° van het decreet, vertaalt zich in een jaarlijks geïndividualiseerd raadgevend proces dat openstaat voor alle begunstigten, aangepast is aan de specifieke kenmerken van de personen met een handicap en bepaald wordt door de dienst.

Afdeling 7. — Normen in verband met de verhoudingen tussen de dienst en de dienst PHARE

Art. 33. De dienst maakt tegen 30 juni van het boekjaar volgend op het betreffende boekjaar aan de dienst PHARE een activiteitenverslag over.

Dit verslag omvat ten minste :

- 1° globale informatie over het aantal gehandicapte personen die in het kader van de in artikel 3 bedoelde opdracht begeleid worden, zoals de leeftijd, het geslacht, de handicap, de woonplaats, de doelstellingen en resultaten;
- 2° het totaal aantal tussenkomsten die in artikel 24 bepaald zijn;
- 3° de voorstelling van de inclusieve vrijetijdsbestedingen die door de dienst georganiseerd worden in het kader van de in artikel 4 bedoelde opdracht en het aantal begunstigden, zowel met als zonder handicap;
- 4° het totale aantal periodes van vrijetijdsbestedingen die in artikel 25 bepaald zijn;
- 5° de bedragen van de financiële bijdragen die door de dienst in toepassing van artikel 33 gevraagd worden;
- 6° de voorstelling van de samenwerkingen en van de sensibiliseringsacties die gevoerd worden bij andere organisaties die zich in het kader van de in artikel 5 bedoelde opdracht met vrijetijdsbesteding bezighouden;
- 7° de evaluatie van de uitvoering van het dienstproject bedoeld in artikel 14;
- 8° de opmerkelijke feiten van de activiteit van de dienst;
- 9° de wijzen voor de verwezenlijking van een netwerk in overeenstemming met de bepalingen van artikel 71, 5° van het decreet;
- 10° de middelen die ingezet worden om de participatie en de insluiting van gehandicapte personen te bevorderen;
- 11° geglobaliseerde gegevens betreffende het tewerkgestelde personeel en de veranderingen die in de loop van het jaar opgetreden zijn;
- 12° de modaliteiten en de resultaten van de interne evaluatie, bedoeld in artikel 102 van het decreet;
- 13° de perspectieven wat betreft de evolutie van de dienst op het vlak van activiteiten en organisatie.

Art. 34. De dienst deelt aan de Dienst PHARE tegen 30 juni van het boekjaar dat volgt op het betrokken boekjaar het nationaal nummer, de aanvangs- en einddatum van begeleidingsovereenkomsten van gehandicapte personen met wie hij een overeenkomst, bedoeld in artikel 27, ondertekend heeft.

De dienst PHARE integreert deze informatie in de individuele dossiers van de gehandicapte personen waarover hij beschikt.

Art. 35. De dienst brengt de Dienst PHARE binnen de vijftien dagen op de hoogte van iedere wijziging in verband met de erkennings- en subsidiëeringsvoorwaarden, evenals van iedere wijziging betreffende het personeel bedoeld in artikel 16.

Voor elk personeelslid bedoeld in artikel 16 bezorgt de dienst binnen de twee weken na zijn aanwerving een kopie van het arbeidscontract aan de Dienst PHARE, alsook ieder bewijs dat het personeelslid voldoet aan de reglementaire voorwaarden betreffende zijn functie en zijn anciënniteit. Enkel de elementen die onmisbaar zijn voor de berekening van de subsidies worden aan de Dienst PHARE bezorgd.

Art. 36. Wat betreft het bijhouden van de rekeningen stemt het boekhoudkundig jaar overeen met het burgerlijk jaar.

De dienst bezorgt tegen 30 juni van het boekjaar volgend op het betreffende boekjaar aan de Dienst PHARE zijn rekeningen en balans zoals neergelegd bij de Nationale Bank van België of de Griffie van de Rechtbank van Koophandel. In het laatste geval wordt het bewijs van indiening bijgevoegd.

Art. 37. De dienst maakt tegen 30 juni van het boekjaar volgend op het betreffende boekjaar aan de dienst PHARE het dossier met de verantwoordingsstukken voor de subsidies, bedoeld in artikel 49, over.

Art. 38. De SPFB stelt de modaliteiten voor de overdracht van de informatie, bedoeld in dit hoofdstuk, vast.

HOOFDSTUK 4. — *Subsidies*

Afdeling 1. — Algemene modaliteiten voor de toekenning van de subsidies

Art. 39. De aan een erkende dienst verschuldigde subsidie is jaarlijks.

Ze wordt gestort onder de vorm van maandelijks voorschotten, en dit ten laatste op de laatste werkdag van de maand die voorafgaat aan de maand waarvoor ze worden toegekend.

Ze wordt door de SPFB vereffend na onderzoek van het dossier met de verantwoordingsstukken, bedoeld in artikel 49.

Art. 40. Het maandelijks voorschot houdt rekening met de erkende categorieën, de evolutie van het personeel uit artikel 16 wat betreft het aantal, de functie, de anciënniteit en de prestaties binnen de grenzen vastgelegd in afdeling 2.

Bij het verstrijken van de in artikel 35, lid 2 vastgestelde termijn zal de berekening van de maandelijks voorschotten pas op de eerste dag van de maand volgend op de ontvangst van de documenten de wijziging van het personeel in aanmerking nemen.

Art. 41. Wanneer de SPFB vaststelt dat de aan de dienst gestorte maandelijks voorschotten hoger zijn dan de jaarlijks verschuldigde subsidies, dan recupereert hij het teveel aan ontvangen voorschotten over een periode van maximaal 12 maanden en na overleg met de directie van de dienst, en dit via compensatie met de volgende maandelijks voorschotten die gestort worden voor het lopende jaar.

Deze terugvordering kan uitzonderlijk en op vraag van de dienst het voorwerp zijn van termijnen. De SPFB stelt een aanzuiveringsplan op.

Art. 42. Wanneer de SPFB vaststelt dat het teveel aan voorschotten die door de dienst ontvangen zijn, voortkomt uit bewust verkeerde informatie die door de dienst bezorgt werd of uit zware beheerdersfouten, dan krijgt de SPFB het onverschuldigde bedrag in één keer terug.

In deze veronderstelling bezorgt de SPFB aan het Collegelid een voorstel tot opstart van de procedure tot intrekking van de vergunning.

Afdeling 2. — Subsidie voor personeelskosten

Art. 43. De jaarlijkse subsidie voor de personeelskosten, bedoeld in artikel 16, is op elk moment van het jaar beperkt tot de volgende normen :

- dienst van categorie 1 : 0,5 voltijds equivalent in de begeleidingsfunctie;
- dienst van categorie 2 : 1 voltijds equivalent in de begeleidingsfunctie.

Art. 44. De subsidie dekt de gemaakte personeelskosten en is beperkt tot de berekening die gemaakt wordt op basis van de barema's die in bijlage I NM van het NM-besluit vastgesteld zijn, en bevat de patronale lasten en andere voordelen die in bijlage V NM van het NM-besluit vastgesteld zijn op basis van de anciënniteit die in bijlage IV NM van het NM-besluit vastgesteld is.

De baremaschalen die met iedere functie overeenstemmen, zijn vastgelegd in bijlage II NM van het NM-besluit.

Art. 45. Een subsidie die overeenstemt met maximaal 1 percent van de subsidie die in toepassing van artikels 43 en 44 berekend wordt, wordt toegekend om de verantwoordde kosten inzake opleiding van het personeel te dekken.

De opleidingskosten kunnen onder meer toezichtkosten zijn, evaluatiekosten voor intern gebruik, zoals voorzien door artikel 102 van het decreet.

Art. 46. De toelage voor personeelskosten van een werknemer die een beroep doet op het Plan Tandem wordt toegekend op basis van hetzelfde werkvolume als het werkvolume dat hij presteerde voordat hij zijn prestaties tot een halftijdse betrekking verminderde.

Het bezoldigde prestatievolume van de werknemer die is aangeworven ter vervanging van de werknemer die zijn prestaties van een driekwartijdse of een voltijdse betrekking tot een halftijdse betrekking verminderde, wordt niet in aanmerking genomen.

Worden beschouwd als toelaatbare uitgaven van de toelage voor personeelskosten van een werknemer die een beroep doet op het Plan Tandem, de volgende kosten en bijdragen :

1° de bezoldigingskosten, patronale lasten en andere voordelen die verbonden zijn aan een werknemer die een beroep doet op het Plan Tandem, zoals bepaald in bijlage V van het NM-besluit;

2° de loonkosten, werkgeverslasten en andere voordelen verbonden aan de werknemer die is aangeworven ter vervanging van de werknemer die zijn prestaties tot een halftijdse betrekking verminderde in het kader van het Plan Tandem, zoals bepaald in bijlage V van het NM-besluit;

3° de bijdrage die in toepassing van het Plan Tandem gestort wordt aan het Sociaal Fonds "Old Timer".

Afdeling 3. — Subsidie voor algemene kosten

Art. 47. De jaarlijkse subsidie voor de algemene kosten is beperkt tot de volgende bedragen :

- dienst van categorie A : € 6 500;
- dienst van categorie B : € 12 000.

Art. 48. De subsidie dekt de volgende toegestane gemaakte kosten in verband met de erkende opdrachten van de dienst :

- huurprijzen en huurlasten van de activiteitenzetel van de dienst;
- energie (gas, elektriciteit, chauffage) van de activiteitenzetel;
- verzekeringen;
- kantoorartikelen;
- telefoon, internet, post;
- IT-diensten;
- reclame, advertenties;
- verplaatsingskosten van het gesubsidieerde personeel bedoeld in artikel 43;
- secretariaatskosten van het in artikel 43 bedoelde personeel.

Afdeling 4. — Dossier met verantwoordingsstukken voor de subsidies

Art. 49. Het dossier met verantwoordingsstukken bevat volgende stukken :

1° wat betreft de personeelskosten :

- de individuele rekeningen van de werknemers;
- het attest C 450 bis van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;
- het attest van de FOD Financiën dat de betaling van de bedrijfsvoorheffing bewijst;
- de eindafrekening van de wetsverzekering;
- de definitieve eindafrekening van de arbeidsgeneeskunde;
- een tabel dat de opleidingskosten van het personeel samenvat door de betrokken personeelsleden, de aard van de gevolgde opleidingen en de kosten ervan aan te geven;

2° wat betreft de algemene kosten :

- de algemene balans;
- het grootboek of de historiek van de algemene rekeningen.

De SPFB kan de lijst aanvullen met gevraagde stukken en kan met name alle verantwoordingsstukken die de boekhoudkundige documenten verantwoorden opvragen.

Art. 50. De SPFB verifieert het verantwoordingsdossier. Hij stelt het verschil tussen de som van de gestorte voorschotten en het bedrag van de verschuldigde subsidie vast.

Hij legt binnen de zes maanden na de ontvangst van het dossier met verantwoordingsstukken een voorstel van beslissing voor aan de dienst, op voorwaarde dat het dossier volledig en voldoende is. Vanaf de datum van ontvangst van dit voorstel beschikt de dienst over een termijn van zes weken om zijn opmerkingen te communiceren. Bij ontstentenis van antwoord binnen deze termijn wordt het voorstel van de SPFB als aanvaard beschouwd.

Binnen een termijn van zes weken volgend op de datum van ontvangst van deze opmerkingen maakt de SPFB de definitieve afrekening van de subsidie over.

Art. 51. De financiële bijdragen bedoeld in artikels 30 en 31 worden niet van de subsidie afgetrokken.

HOOFDSTUK 5. — *Uitvoering van de inclusieve vrijetijdsbestedingsopdrachten door een begeleidingsdienst*

Art. 52. In toepassing van artikel 40 van het decreet kan een erkende begeleidingsdienst de in hoofdstuk 2 bepaalde opdrachten in het kader van een overeenkomst van vijf jaar, afgesloten met het College, uitvoeren, en dit middels naleving van de bepalingen van hoofdstuk 3 en volgens de volgende modaliteiten :

- 1° zijn dienstenproject en huishoudelijk reglement aanvullen op basis van artikels 14 en 26;
- 2° zijn jaarlijks activiteitenverslag aanvullen op basis van artikel 33;
- 3° in het kader van zijn analytische boekhouding de inclusieve vrijetijdsbestedingsopdrachten van elkaar onderscheiden.

Art. 53. De toegekende subsidies leven de bepalingen uit hoofdstuk 4 na.

Het dossier met verantwoordingsstukken onderscheidt de inclusieve vrijetijdsbestedingsopdrachten.

Art. 54. De met het College afgesloten overeenkomst bevat :

- 1° de bepalingen uit de artikels 52 tot 53;
- 2° de doelstellingen van de begeleidingsdienst die de aard van de georganiseerde inclusieve vrijetijdsbestedingen verduidelijken;
- 3° de vermelding van de leeftijdscategorie(ën) van het publiek;
- 4° de vermeldingen van de erkenningscategorieën zoals bepaald in artikels 23 en 25.

Ze wordt aan het voorafgaand advies van de Adviesraad onderworpen.

HOOFDSTUK 6. — *Slotbepalingen*

Art. 55. De bedragen die in dit besluit opgenomen zijn, zijn verbonden aan de referentiële gezondheidsindex van december 2017.

Vanaf 1 januari 2019 worden ze jaarlijks telkens op 1 januari aangepast, rekening houdend met de index van de consumptieprijzen, bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, hierna gezondheidsindex genoemd, en dit aan de hand van volgende formule :

$$\frac{\text{basisbedrag} \times \text{gezondheidsindex van december van het vorige jaar}}{\text{gezondheidsindex van december 2017}}$$

Art. 56. Treden in werking op 1 januari 2018 :

- 1° afdeling 7 van hoofdstuk 4 van het decreet;
- 2° van artikel 85 van het decreet;
- 3° voor de in artikels 44 et 45 van het decreet bedoelde diensten : artikels 70, 71, 72, 74, 75, 77, 94, 95 en 102 van het decreet;
- 4° onderhavig besluit.

Art. 57. Het Collegelid wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, 1 maart 2018.

Voor het College :

De Minister-president van het College,
F. LAANAN

De Minister, Collegelid bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap,
C. FREMAULT